L'économie, l'international et la sociologie : combinaisons et variations

Introduction

Laurent Bonelli et Laurent Jeanpierre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19595>

DOI : 10.4000/conflits.19595

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 7-14

ISBN : 978-2-343-14601-0

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Laurent Bonelli et Laurent Jeanpierre, « L'économie, l'international et la sociologie : combinaisons et variations », *Cultures & Conflits* [En ligne], 108 | hiver 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19595> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.19595>

L'économie, l'international et la sociologie : combinaisons et variations

Introduction

Laurent BONELLI, Laurent JEANPIERRE

Laurent Bonelli est Maître de conférences en science politique à l'université de Paris-Nanterre et membre de l'Institut des Sciences sociales du Politique (UMR CNRS 7220). Il est co-rédacteur en chef de Cultures & Conflits et Associate Editor de International Political Sociology. Ses travaux actuels portent sur les dynamiques d'engagement violent et sur les politiques de lutte contre le terrorisme.

Laurent Jeanpierre est professeur de science politique à l'Université Paris 8-Saint-Denis et membre du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (UMR 7217, CNRS, Paris 8, Paris Nanterre). Une partie de ses travaux porte sur la sociologie politique de la mondialisation. Dernier article paru : « Voyage au bout de l'enfer. Une lecture de "Hell is Truth Seen Too Late" de Philip Mirowski », Zilsel, 2018/1 (n° 3), pp. 207-223.

Ce numéro de *Cultures & Conflits* part d'un constat simple : les multiples travaux – foisonnants sur les questions de migrations, de frontières, de réfugiés et de sécurité – qui se réclament d'une sociologie politique de l'international ou se reconnaissent dans ses postulats demeurent plus rares concernant les processus et les « objets » économiques, au sens restreint de ce qui est produit et circule dans la sphère économique mais aussi au sens très large avec lequel Max Weber les a définis ¹.

Ces objets sont évidemment travaillés par l'économie politique internationale (EPI), qui constitue pour le politiste et l'internationaliste, autant un domaine d'enquête qu'une réalité historique et sociale. Bien qu'elle compte d'illustres précurseurs, comme John Maynard Keynes, Karl Polanyi ou Albert

1. C'est-à-dire qui « se signalent comme tels par le sens que leur confère l'activité humaine ». Weber M., *Économie et société* /1, Paris, Plon, 1971, p. 102.

Hirschman, on admet généralement que la discipline est apparue, sous sa forme institutionnalisée, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, d'abord aux États-Unis et au Royaume-Uni, dans une relation qui fut dans un premier temps critique vis-à-vis de l'école réaliste d'analyse des relations internationales. À cette dernière étaient reprochés son stato-centrisme et l'intérêt prépondérant, voire exclusif, pour les faits militaires, stratégiques ainsi que les questions de sécurité. Commerce international, système monétaire, entreprises transnationales, gouvernance et institutions de la mondialisation, politiques économiques nationales, classes sociales, hégémonie, coopération : tels sont dès lors quelques-uns des problèmes et des objets classiques du nouveau champ d'études dont l'ambition première consiste à comprendre les formes d'articulations de l'international et de l'économie avec les facteurs politiques. Lorsqu'elle montre que certains banquiers, au-delà de l'autorité dont ils sont investis sur les marchés financiers, peuvent exercer plus d'influence politique que nombre d'élus – elle les nomme, pour cette raison, *non elected politicians* – Susan Strange fait ainsi œuvre utile sur le plan empirique mais aussi sur le plan théorique car elle met à bas des dichotomies douteuses comme celles qui séparent artificiellement économie et politique ou État et marché ².

Alors qu'en France, les recherches de ce type se sont difficilement développées et qu'elles sont restées le plus souvent divisées en fonction de partages disciplinaires, entre les approches des économistes et celles des politistes ³, l'objectif de ce numéro est de déplacer le regard habituel porté sur les questionnements de l'EPI en les soumettant, de manière plus ou moins explicite selon les articles, à des méthodes et des questionnements qui traversent la sociologie politique de l'international ⁴.

Les contributions qui ont été rassemblées traitent des politiques de lutte contre le chômage et l'inflation des pays qualifiés de « riches » à la fin des années 1970 (Vincent Gayon), des politiques économiques européennes depuis 2009 telles qu'elles ont été mises au jour à l'occasion de la crise grecque (Frédéric Lebaron), de l'action transnationale du Centre national du patronat

2. Strange S., *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*, New York, Cambridge University Press, 1996.
3. Les panoramas de la discipline les plus courants en langue française sont les suivants : Chavagneux C., *Économie politique internationale*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2^{ème} édition, 2010 ; Kébadjian G., *Les théories de l'économie politique internationale*, Paris, Seuil, coll. « Économie », 1999 ; Paquin S., *La nouvelle économie politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2008. Pour un tableau mondial récent des « réseaux » et des « niches » de la discipline, où la sociologie comme la France sont absentes, voir Seabrooke L., Young K. L., « The networks and niches of international political economy », *Review of International Political Economy*, vol. 24, n° 2, 2017, pp. 288-331.
4. Sur ce point, voir Basaran T., Bigo D., Guittet E.-P. et R. B. J. Walker « Transversal lines: an introduction », in Basaran T., Bigo D., Guittet E.-P. et R. B. J. Walker, *International Political Sociology. Transversal Lines*, Oxon, Routledge, 2017, pp. 1-9.

français (CNPF) puis du Mouvement des entreprises de France (Medef) à Bruxelles auprès des institutions européennes depuis le début des années 1970 (Yohann Morival), des racines internationales des politiques mexicaines de lutte contre la pauvreté dans les communautés indigènes, sous la Présidence de Vicente Fox, dans les années 2000 (Raphaëlle Parizet) ou bien des activités commerciales croissantes d'« exportation » de produits français en Chine par une partie des Chinois de Paris et des tentatives de contrôle que ces transactions suscitent de la part de leur gouvernement (Simeng Wang) ⁵.

Extension des protagonistes, pensée relationnelle

Parmi les bénéfices attendus d'un questionnement sociologique de l'économie politique internationale, il y a d'abord celui d'une prise en compte élargie des acteurs permettant, dans le même temps, de s'écarter des hypothèses *a priori* issues des grandes théories des relations internationales au sujet des protagonistes jugés les plus déterminants ou les plus pertinents sur la scène internationale ⁶. À côté des États, des individus ou des firmes (moins travaillées dans ce numéro), une place particulière est accordée, dans les recherches présentées, aux organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Programme des nations-unies pour le développement (PNUD), Banque centrale européenne (BCE), Commission européenne, Conseil européen, Eurogroupe, etc. Sur ce terrain, le regard sociologique veille à ne pas réifier les institutions, à en saisir les différenciations internes, à souligner la division du travail qui les traverse (et dont elles sont aussi le produit). Pour comprendre ces clivages, le regard de la sociologie doit ensuite chercher à restituer une partie au moins des variations de propriétés ou de trajectoires sociales entre les individus qui les composent, l'institution étant inséparablement de l'histoire faite chose et de l'histoire faite corps ⁷.

Ainsi, l'approche défendue ici est-elle, par construction, relationnelle : elle replace les comportements et les pratiques des acteurs dans des configurations sociales faites d'interdépendances et de compétitions qui permettent de les comprendre et de leur donner un sens. Elle souligne aussi l'importance des

5. Ce numéro fait suite à une session thématique du treizième congrès de l'Association française de science politique de juillet 2015 à Aix-en-Provence. Les communications ont bénéficié des commentaires de Jef Huysmans, professeur de science politique à Queen Mary University de Londres, et alors co-rédacteur en chef de la revue *International Political Sociology*.

6. On s'éloigne ici largement de la vision de John L. Campbell qui propose l'une des rares tentatives d'interroger l'hybridation de la sociologie et de l'EPI, mais situe la contribution principale de la première du côté d'une promotion des explications par les normes ou les idées plutôt que par les seuls intérêts, comme ce serait le cas dans les traditions réalistes ou marxistes. John L. Campbell, « What do sociologists bring to international political economy? », dans Blyth M. (ed.), *Routledge Handbook of International Political Economy*, London, Routledge, 2009, pp. 260-273.

7. Bourdieu P., « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 32-33, avril/juin 1980, pp. 3-14. Voir également Lagroye J. et M. Offerlé (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010.

négociations et des luttes pour la définition des « régimes internationaux », autrement dit des règles du jeu et des normes vers lesquels convergent les acteurs d'un champ d'interactions, ces régimes s'avérant dès lors toujours instables. Une telle démarche s'éloigne aussi de l'axiomatique de l'intérêt (les acteurs, quelle que soit leur taille, poursuivent un intérêt stratégique défini par et pour eux-mêmes et ils effectuent des calculs à la rationalité plus ou moins limitée pour atteindre leurs fins) qui est l'un des présupposés centraux des courants actuellement dominants, souvent formalistes, de l'EPI.

Dans les études de cas de ce numéro, une place particulière revient également aux « communautés épistémiques » (et, avec elles, aux chercheurs et aux experts), même si cette catégorie en tant que telle est critiquée : elle ne prend pas assez en considération les conflits autour du savoir ; elle centre l'analyse sur les seuls discours, au détriment de l'étude de celles et ceux qui les portent et leur donnent une force effective.

Intégrer les niveaux de gouvernement et les secteurs d'activité

Il s'agit également de récuser les oppositions entre local, national, international, entre phénomènes transnationaux et phénomènes interétatiques et, plus largement, la division de la réalité étudiée en plans distincts qui seraient comme emboîtés suivant leur taille ou leur complexité supposées. Cette perspective ne représente qu'un piège scolaire empêchant de rendre compte des diverses spatialités du pouvoir et des discontinuités qu'elles contiennent⁸. Les textes proposés insistent au contraire sur la coprésence, en tout lieu, de toutes les « échelles » du social et du politique et conduisent à questionner, voire à récuser, la notion même d'échelle.

Contrairement aux grands courants fondateurs de l'EPI – libéralisme, marxisme, réalisme –, l'approche présentée ici reste également agnostique quant au primat à accorder dans l'analyse à la sphère politique ou à la sphère économique. Croisant des perspectives et des méthodologies différentes (de l'ethnographie à l'analyse de correspondances), elle entend questionner les frontières et les catégories consacrées tant par les acteurs eux-mêmes que par le monde universitaire et scientifique, qui les reprend parfois sans examen.

Ces partis-pris – dont l'évocation n'a rien d'exhaustif – permettent d'engager un dialogue fructueux avec l'EPI⁹, mais également avec d'autres approches comme l'institutionnalisme ainsi qu'avec les courants critiques issus du marxisme, dont les théories de la dépendance et, plus encore, du sys-

8. Agnew J., « The territorial trap: the geographical assumptions of international relations theory », *Review of International Political Economy*, vol. 1, 1994, pp. 53-80 et « Continuity, discontinuity and contingency. Insights for international political sociology from political geography », in Basaran T., Bigo D., Guittet E.-P. et R. B. J. Walker, *op. cit.*, 2017.

tème-monde, qui sont compatibles avec certains des résultats présentés. Baignées par les travaux de Yves Dezalay, Marion Fourcade, Jean-Christophe Graz, Saskia Sassen et de nombreux autres chercheurs ¹⁰, les contributions présentées ici entendent également prolonger la réflexion entamée dans des numéros antérieurs de *Cultures & Conflits*, une réflexion qui refuse l'exceptionnalisme de « l'international » et commence l'enquête avec les pratiques des acteurs et les systèmes de relations dans lesquelles elles s'actualisent et se déploient ¹¹.

Configurations néolibérales internationales

À l'intérieur de ce cadre très général, l'étude de Vincent Gayon permet d'analyser la consolidation d'un consensus international en matière de politiques économiques et sociales antérieur à celui dit « de Washington ». Il porte sur la caractérisation de la crise des années 1970 comme une conjoncture de « stagflation » et implique la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures anti-keynésiennes qui placent au centre de leurs objectifs la stabilité des prix. Ce moment peut être vu comme étant partie prenante de ce que la littérature scientifique ou critique a pris l'habitude d'appeler « tournant néo-libéral » des politiques publiques. L'approche microsociologique de Gayon, attentive au contenu des textes, à leur écriture et à leur discussion, permet de montrer comment la nouvelle *doxa* réformatrice du monétarisme s'est imposée à travers des alliances entre économistes experts et économistes universitaires et des coalitions « intersectorielles » entre champs d'activité distincts. L'analyse montre aussi comment des alternatives post-keynésiennes ont été formulées alors (notamment autour de Jacques Delors) et pourquoi celles-ci n'ont pas prédominé.

9. Dans son étude de la genèse et du contenu du Rapport McCracken de 1977, remis à l'OCDE, ainsi que des controverses savantes qu'il a entraînées, Vincent Gayon permet de mieux saisir la cristallisation de l'EPI états-unienne telle qu'elle se donne à voir dans les réactions de Robert Keohane au Rapport. Le politiste reproche à son auteur, qui est un économiste universitaire mais aussi de gouvernement, de ne pas s'intéresser suffisamment aux conditions politiques – comme les mobilisations syndicales – des choix macro-économiques en matière d'emploi ou d'inflation. Il s'étonne aussi que les crises du début des années 1970 n'aient pas suffi à discréditer l'expertise économique – un argument qui est à nouveau présent depuis la crise des subprimes de 2008.
10. Voir, entre autres, Dezalay Y. et B. G. Garth, *Dealing in Virtue: International Commercial Arbitration and the Construction of a Transnational Legal Order*, Chicago/London, University of Chicago Press, 1996 ; *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Le Seuil, coll. Liber, 2002 ; Babb S. et M. Fourcade, « The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries », *American Journal of Sociology*, vol. 107, n°9, pp. 533-579 ; Graz J.-C., « How powerful are transnational elite clubs? The social myth of the World Economic Forum », *New Political Economy*, vol. 8, n°3, pp. 321-340 ; Sassen S., *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.
11. Notamment « Sociologie de l'Europe. Mobilisations, élites et configurations institutionnelles » (n°38/39, 2000), « Crises et organisations internationales » (n°75, 2009) et « Élitisme transnationales » (n°98, 2015).

Frédéric Lebaron s'intéresse de son côté à ce qu'il appelle le « champ restreint » de la gouvernance publique de l'économie européenne et à la manière dont ce milieu social et politique particulier a reçu la « critique académique » portée par le ministre grec des Finances du gouvernement Tsipras, Yanis Varoufakis, en 2015. La mise en relation des propriétés sociales de cet acteur inattendu avec celles des membres du « champ restreint » de gouvernement de la zone Euro permet d'expliquer non seulement le rejet de la politique grecque mais la violence avec laquelle celui-ci s'est exprimé, en particulier par l'intermédiaire du ministre fédéral allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. Lebaron souligne que les facteurs idéologiques sont ici secondaires par rapport à des données sociologiques plus profondes qui permettent de rendre compte des différences de vue entre les acteurs en présence lors du « règlement » européen de la crise grecque. Il apparaît en particulier que les décideurs du « champ restreint » de la gouvernance européenne de l'économie sont de plus en plus européanisés et de plus en plus proches de l'économie universitaire et de ses courants dominants. Cela peut expliquer la virulence avec laquelle il leur a fallu se départir des propositions jugées hétérodoxes de Varoufakis.

Dans la contribution de Yohann Morival, il est question au contraire des « marges » de l'Eurocratie, ainsi que des « contraintes de l'action transnationale » de la principale organisation patronale française à Bruxelles. L'auteur montre comment les acteurs en poste dans le bureau bruxellois du CNPF, puis du Medef, sont restés à distance des institutions centrales de l'Europe. Ils ont eu des difficultés à occuper leur fonction, n'étant pas non plus de véritables lobbyistes. L'étude de cas permet donc de nuancer les travaux qui ont souligné combien les positions d'« intermédiaires de l'international » permettaient d'accumuler des ressources distinctives dans les espaces sociaux ou politiques nationaux et de conquérir ainsi des formes de pouvoir. Morival plaide plus largement pour que les études des espaces transnationaux – ici des espaces économiques transnationaux – ne négligent pas les acteurs périphériques et ne cèdent pas à une forme de « domino-centrisme » : les enquêtes portant sur le pouvoir économique ou politique supranational privilégient en effet, sans toujours en être conscients, les acteurs les plus visibles et les plus internationalisés au détriment de ceux qui restent en lisière de l'international. Morival rappelle aussi que les cadres sociaux et politiques nationaux continuent à peser sur l'action économique ou politique transnationale, même quand celle-ci se développe rapidement comme c'est le cas en Europe et dans le monde depuis plusieurs décennies.

Raphaëlle Parizet s'intéresse à l'émergence, dans le Mexique des années 2000, d'une « configuration d'expertise » sur la pauvreté des communautés indiennes. Son analyse se penche en particulier sur la fabrique d'indicateurs de développement humain spécifiques à ces populations. Elle montre combien

ces derniers sont normatifs dans la mesure où ils soutiennent l'idée d'un « retard social » des peuples autochtones par rapport aux comportements de marché et à la société de consommation. L'auteure indique alors comment la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones (CDI) a technicisé et rationalisé les approches antérieures de l'Institut national indigéniste (INI) avec l'aide décisive du PNUD. C'est en effet l'organisation internationale qui a fourni les ressources intellectuelles nécessaires pour effectuer un tel tournant, consacrant ainsi la victoire des statisticiens contre les ethnographes dans l'univers de l'expertise au sujet des peuples indigènes. Dans ce contexte, les connaissances et les techniques intellectuelles du PNUD, formulées en termes de renforcement des « capacités » (suivant les théories d'Amartya Sen), n'avaient rien d'incompatible avec l'agenda néolibéral du Président Fox qui visait à transformer l'État en investisseur du « capital humain » des fractions de la société mexicaine les plus pauvres ou les plus éloignées des transactions marchandes. Tout en soulignant que le PNUD agit comme une « bureaucratie non coercitive », Parizet montre aussi, en suivant les sociologies de John Meyer et de ses collègues, l'intérêt de l'État mexicain à suivre ses recommandations en matière de développement humain afin de renforcer son crédit sur la scène internationale.

Simeng Wang a, quant à elle, étudié les *daigous* de Paris, nouveaux acteurs du commerce international. Intermédiaires entre des producteurs français et des consommateurs chinois, ils achètent au nom de quelqu'un d'autre. Leur nombre ne cesse de se développer depuis quelques années. Cela peut s'expliquer dans la mesure où leur intervention permet de contourner une partie de la taxation chinoise. Elle introduit également plus de confiance dans les échanges commerciaux interindividuels, notamment vis-à-vis des risques de contrefaçon des produits de luxe. L'enquête ethnographique multi-située permet de réinsérer l'économie informelle des *daigous* dans la profondeur historique des migrations chinoises à Paris. Elle montre comment les nouveaux intermédiaires commerciaux se recrutent à la fois dans des réseaux apparentés aux anciens flux migratoires de Wenzhou mais aussi parmi les étudiants chinois des grandes écoles françaises. Wang s'intéresse ensuite aux manières dont l'État chinois tente de contrôler ces nouvelles relations commerciales, en particulier par l'impôt, tout en notant les difficultés de mise en œuvre d'une telle politique. La sociologie économique de l'immigration permet en tout cas de ressaisir « par le bas » l'économie politique du commerce franco-chinois et de comprendre par les marges certains des rouages, mais aussi des freins, de la mondialisation commerciale contemporaine.

Bien que diverses, toutes ces contributions portent sur les changements économiques et politiques des cinquante dernières années. De l'Europe aux États-Unis, en passant par la France, la Chine et le Mexique, elles documentent des aspects variés de la métamorphose néolibérale, commerciaux, moné-

taires, budgétaires et sociaux. Cette nouvelle « grande transformation » est saisie à la fois par le haut et par le bas, depuis certaines organisations internationales ou bien à partir des activités quotidiennes des individus. L'approche sociologique de ces phénomènes privilégiée dans ce numéro offre en définitive cet autre avantage de briser les dichotomies de l'intérieur et de l'extérieur qui ont souvent fait obstacle à une juste compréhension du tournant néolibéral et de ses effets.